

« Pour un observatoire paritaire de l'éducation à l'environnement vers un développement durable »

I - Contexte

La plus grande partie des communautés humaines, qu'ils agissent dans les champs politiques, sociaux, culturels ou économiques, sont aujourd'hui conscients de l'urgence qu'il y a à intervenir sur la question de l'environnement et de l'opportunité qu'il y a à développer l'éducation à l'environnement vers un développement durable.

Développer l'EEDD devient progressivement le projet de tous les acteurs de la planète désireux de répondre à la nécessité d'une prise de conscience et d'une responsabilisation urgente de l'ensemble des 6 milliards d'êtres humains peuplant la Terre quant à l'impact des activités humaines sur l'environnement.

Grands organismes internationaux, Etats, gouvernements infra-nationaux (collectivités territoriales), associations, entreprises...tous s'accordent à dire que l'éducation à l'environnement vers un développement durable doit se développer, l'heure est venue de s'en donner réellement les moyens.

Pour accompagner le développement de l'EEDD avec le plus d'efficacité possible, les acteurs ont exprimés le besoin d'un tableau de bord commun. Chacune des régions, la France, tous les pays et ensembles de pays (Francophonie, Europe...) ont besoin de ce tableau de bord pour se situer. Il permettra d'avoir une lisibilité des avancées et des blocages, il permettra les comparaisons de territoire à territoire. Il sera un instrument indispensable pour la construction des politiques à mettre en œuvre.

II - Culture

Le mouvement de développement de l'éducation à l'environnement s'est fait dans notre pays dans un climat d'ouverture et d'écoute réciproque favorable à la participation d'un grand nombre d'acteurs de tous les horizons. Ses principales avancées sont dues à l'engagement de personnes motivées agissant tout aussi bien dans la sphère publique que dans les organisations de la société civile.

Ce climat créé par des femmes et des hommes motivés qui ont mis les valeurs de partage, de solidarité, de responsabilité au premier plan est propice au développement concerté de l'éducation à l'environnement.

Ainsi l'éducation à l'environnement constitue une véritable culture sociale dans laquelle l'esprit de partenariat et le fonctionnement en réseau sont des caractéristiques majeures. Elles opèrent depuis 30 ans en France.

La transmission volontaire d'informations, l'efficacité du passage d'information d'un territoire à un autre, le partage des bonnes expériences, l'implication des institutions aussi bien publiques que privés (associations, syndicats, entreprises...), reposent sur la conviction qu'ont les acteurs d'œuvrer à un projet commun, à la conduite duquel ils sont les bienvenus. Ces mêmes acteurs entendent agir librement et souhaitent être reconnus comme majeurs et pouvoir s'impliquer à l'heure de la définition des grandes orientations ou de la mise en place de nouveaux outils qui seront utiles à tous.

La construction d'observatoires de l'EEDD à tous les niveaux de territoire s'inscrit nécessairement dans cette culture. L'observatoire national de l'EEDD doit

nécessairement être un outil conduit de façon paritaire par les autorités publiques et la société civile.

III - Historique

L'idée de création d'un observatoire national de l'éducation à l'environnement remonte à l'origine de la création du Collectif Français pour l'éducation à l'environnement et a été réaffirmée lors des premières assises nationales de l'éducation à l'environnement de Lille de février 2000 et figure au plan national d'action. Un groupe de travail s'est constitué au sein du collectif afin de lancer les premières bases de ce que pourrait être cet observatoire.

Ce groupe a pu préciser certains points et a pris connaissance de l'existence de la même démarche de création d'un observatoire par le ministère de l'environnement canadien. La mise en place d'un observatoire francophone international de l'éducation à l'environnement étant également un sujet de discussion.

Plusieurs documents donnant les premières esquisses de l'observatoire national français ont été réalisés, ils ont été diffusés aux adhérents du CFEE et à ses partenaires.

Plusieurs partenaires institutionnels ont déjà marqué leur intérêt pour ce projet ; ministère de l'écologie et du développement durable, ministère de la jeunesse et des sports et ministère de l'agriculture, ministère de l'éducation nationale.

Michel Ricard chargé de mission du Premier Ministre s'est emparé de cette proposition. Une lettre interministérielle a été signée, elle a été rendue publique en mars 2004 et un délégué général Frédéric Trefel, a été nommé.

Le contenu de cette lettre et la procédure employée n'ont pas donné satisfaction aux acteurs de la société civile. Aussi le CFEEDD a fait connaître son désappointement aux autorités publiques. Les points de désaccord essentiels étant :

Sur la forme, un grand manque de concertation à la construction de l'observatoire, ce qui vient en violation de la culture de l'eedd de notre pays et du développement durable lui-même.

Sur le fond, une définition arrêtée par les ministères qui dénature le projet initial en en faisant un simple centre de ressource et une officine de validation de données : « *Cet observatoire aura essentiellement trois missions :*

- . recenser et faire connaître aux éducateurs les outils pédagogiques existants ;*
- . recueillir, analyser et apporter des informations scientifiques et techniques actualisées et validées, à l'ensemble des acteurs de l'éducation à l'environnement pour un développement durable ;*
- . constituer un lieu interactif et dynamique d'informations et d'échanges entre les divers acteurs de l'éducation à l'environnement pour un développement durable »¹*

Les centres de ressources existent et ont besoin d'être renforcés par une mise en réseau efficace et par la diffusion large de leur existence et des possibilités qu'ils offrent, notamment vers les enseignants et les animateurs. L'observatoire tel que décrit plus haut ne répond pas aux attentes et risque d'affaiblir les centres de ressource existants par la création d'une énième structure du même type.

C'est d'un observatoire qui observe et qui mesure dont nous avons besoin.

¹ Dossier de presse de l'observatoire national de l'EEDD – avril 2004

IV - Finalités.

Véritable outil d'aide à la décision, l'observatoire doit éclairer tous les acteurs de l'éducation à l'environnement en France sur la réalité de ce champ d'intervention neuf et en pleine transformation, aussi bien sur le plan de l'impact environnemental des actions éducatives, du poids économique que représente l'eedd, de son importance sociale que sur les questions de professionnalisation et de formation.

A l'heure où l'EEDD est dans tous les discours, l'observatoire doit pouvoir répondre à la simple question : Comment évolue de façon concrète l'éducation à l'environnement vers un développement durable dans notre pays ?

Qu'en est-il des pratiques ? Quels sont les opérateurs qui s'engagent, quels sont les blocages, quelles sont les bonnes expériences qu'on pourrait généraliser ?

Ce besoin se voit confirmé dans le tout récent rapport de Béatrice Pavy² (Chargée de mission du Premier Ministre) sur les classes de découverte. Pour illustration nous en tirons deux extraits. En page 18 au sujet des problèmes de sécurité *«Il est donc essentiel et urgent d'obtenir des données exactes sur les problèmes qui ont pu se poser au cours de ces classes. Ce recensement pourra s'inscrire dans le cadre du suivi a posteriori des classes, et dans la politique d'évaluation des séjours»*. En page 28 au sujet de la création d'une structure nationale *« D'autre part, cette même structure permettrait de donner un bilan et un panorama annuels des classes de découverte, réalité largement méconnue ; elle permettrait d'obtenir des chiffres exacts sur le nombre de départs, les éventuels accidents survenant en cours de séjour, et les évolutions statistiques en cours. Elle aurait aussi force de proposition pour inciter au départ.*

Les classes de découverte sont loin de constituer la seule « réalité largement méconnue » de l'eedd, il en est ainsi pour tous ses aspects.

L'objectif final est bel et bien de fournir aux acteurs de l'EEDD les moyens de se mettre en perspective pour améliorer toujours les pratiques et mettre en place des dispositifs efficaces d'aide au développement de l'EEDD, pour cela il faut connaître l'EEDD.

V - Profil de l'observatoire

L'observatoire doit être un instrument de mesure et de suivi qui nous donne l'état des lieux des pratiques de l'EEDD et nous permette de saisir les évolutions quantitatives et qualitatives au cours des années.

Ses missions sont à trois dimensions :

1. Recueil de données pour l'état des lieux,
2. Evaluation des réalités observées
3. prospectives

1 - Les champs à explorer :

- **Actions :** formations/animations/enseignements/débats publics/production télévisuelle....
- **Outils et équipements :** (ouvrages, malles pédagogiques, éco établissements, cantines bio)
- **Dispositifs :** régionaux – locaux - nationaux - internationaux

² téléchargeable sur : <http://www.fne.asso.fr/PA/education/doc/doc.htm>

- **Impacts économiques**

- la professionnalisation : emploi, métiers, compétences, diplômes
- investissement de la vie associative
- investissement des collectivités territoriales
- analyse de la place de l'eedd dans les politiques publiques environnementales.
- impact sur les territoires : exemple : classe d'environnement/contrat éducatif locaux

- **Impacts environnementaux**

- **Impacts sociaux**

- **Contextualisation :**

Evolution dans les grandes villes et territoires communaux ruraux et urbains.

L'observatoire doit nous permettre de répondre aux questions :

- quelles sont les tendances en ce qui concerne les différentes pratiques ?
- Combien pèse la France en terme d'éducation à l'environnement ?
- comparaison entre les régions, quelles pratiques ? où ? – international : espaces francophones, espaces européens

2 - L'analyse et l'évaluation :

- Mise au point d'indicateurs
- Suivi de la charte
- Evaluation des besoins
- Recherche d'indicateurs et mise en oeuvre
- Place de « l'environnement » dans le « développement durable »
- Lien avec CNDD et SNDD

3 - Prospective :

S'appuyer sur la recherche-action en EE pour proposer des solutions et mettre en place des outils

Faire correspondre recherche et besoins identifiés

S'appuyer sur les compétences de chacun des partenaires pour mettre en oeuvre les dispositifs

VI - Conduite de l'Objet :

1 - Méthode et principes de fonctionnement de l'observatoire

- La Parité entre tous les partenaires doit être recherchée, et la gestion collégiale de l'observatoire assurée
- Prise en compte de l'existant : l'EE a une histoire et des réalités déjà longues de plus de trente années. Toute nouvelle initiative devra s'appuyer sur ces réalités et partir de l'inventaire des dispositifs locaux/nationaux existant sur tout ou partie de l'objet. Ceux à dimension thématiques et ceux à dimensions territoriales

2 - Proposition du CFEEDD pour faire avancer le projet

Le démarrage chaotique de l'observatoire nous fait dire qu'il faut formaliser clairement la mise en route de ce projet afin de partir sur des bases solides et pérennes. Le mode de fonctionnement qui a prévalu jusque là ne saurait se prolonger.

Il convient tout d'abord de caractériser clairement les compétences et les missions de la personne en charge de l'observatoire. Parmi les qualités requises : connaissances de l'EEDD, connaissances des différents acteurs de l'EEDD, expérience du partenariat.....

Aujourd'hui, on peut distinguer trois missions pour l'observatoire tel qu'il est proposé par les pouvoirs publics :

1. « . recenser et faire connaître aux éducateurs les outils pédagogiques existants ;
2. . recueillir, analyser et apporter des informations scientifiques et techniques actualisées et validées, à l'ensemble des acteurs de l'éducation à l'environnement pour un développement durable ;
3. . constituer un lieu interactif et dynamique d'informations et d'échanges entre les divers acteurs de l'éducation à l'environnement pour un développement durable »

Aux vues des difficultés de mise en place de l'observatoire, et après avoir exposé clairement ce que devrait être, selon lui, l'observatoire national de l'EEDD, sans grand résultat, **le CFEEDD est amené à faire une proposition** s'appuyant sur les documents de définitions existants, et **visant avant tout à faire avancer ce projet**.

Ainsi, le CFEE propose de créer 3 commissions en charge de chacune des trois missions rappelées plus haut. Le pilotage de chaque commission sera assuré par une des structures partenaires du comité de pilotage de l'Observatoire, en fonction de leurs compétences et de leurs champs d'actions respectifs. Dans ce contexte, Le CFEEDD se propose par exemple de piloter le travail de la troisième commission axée sur le rôle de lieu interactif et dynamique d'échange entre les acteurs de l'eedd.

Un comité scientifique pourra également être mis en place.

Cette proposition ne doit pas empêcher la mise en œuvre d'une étude de faisabilité pour l'observatoire.

L'objectif de cette étude est de permettre aux différents partenaires maître d'ouvrage de cet observatoire d'appréhender plus finement les éléments de définition de ce projet (son objet, son contenu et sa structuration).

Les éléments d'analyse à fournir sont de quatre ordres :

1. Synthèse de l'existence ou de projet de réalisation d'observatoire à vocation partielle ou totale similaire, de dimension nationale ou régionale, français voire étranger. Les éléments de synthèse devront faire apparaître, au-delà des critères d'identification, la structuration juridique et opérationnelle, l'objet précis, les objectifs et les méthodes de travail des structures observées.
2. Identification et explicitation des objectifs et des attentes des différents partenaires pressentis qu'ils soient de premier ordre ou périphérique. Ces éléments devront permettre de clarifier l'objet et les axes de travail du futur observatoire.
3. Clarification des concepts d'expertise, d'expertise indépendante, de légitimité et de parité dans le cadre de ce type de structure liée à l'environnement et à l'éducation. Ces concepts seront envisagés de façon pratique et illustrés à travers des structures existantes (autres types d'observatoires, bureaux d'étude, commissions consultatives).
4. Articulation de cet observatoire national avec les autres dimensions de territoire en France (local, supra-local, départemental, régional voire inter-régional) et au niveau international. Ce dernier point permettra de préciser les synergies à trouver entre ces différents niveaux de territoires et les différents partenaires opérationnels dans les territoires y compris pour les DOM et les TOM. Articulation avec les observatoires des autres pays.

D'une façon générale le rendu de l'étude de faisabilité devra permettre au maître d'œuvre de définir :

- le cadre juridique et institutionnel de l'observatoire
- les objectifs opérationnels
- les process de production (en interne et avec les différentes catégories de partenaires)
- La structuration fonctionnelle de l'observatoire (politique de gestion financière, administrative et de production).
- Le montage financier de la structure.

VII - Conclusion :

L'idée de création d'un observatoire national de l'éducation à l'environnement remonte à l'origine de la création du Collectif Français pour l'éducation à l'environnement, a été réaffirmée lors des premières assises nationales de l'éducation à l'environnement de Lille de février 2000 et figure au plan national d'action.

Michel Ricard chargé de mission du Premier Ministre s'est emparé de cette proposition. Une lettre interministérielle a été signée, rendant officielle la création d'un ONEEDD elle a été rendue publique en mars 2004.

Le contenu de cette lettre et la procédure employée n'ont pas donné satisfaction aux acteurs de la société civile. Aussi le CFEEDD a fait connaître son désappointement aux autorités publiques. Les points de désaccord essentiels étant :

- Sur la forme, un grand manque de concertation à la construction de l'observatoire, ce qui vient en contradiction avec la culture de l'eedd de notre pays et du développement durable lui-même.
- Sur le fond, une définition arrêtée par les ministères qui dénature le projet initial en en faisant un simple centre de ressource et une officine de validation de données.

Après un exposé précis de ce qu'il entend par « observatoire national de l'EEDD », le CFEEDD propose aujourd'hui une méthodologie de travail qui s'appuie sur les textes officiels définissant l'observatoire.

Cette démarche tend au compromis nécessaire pour faire avancer ce projet vital pour tous les acteurs de l'EE en France.